



**TERRITOIRE  
DE BELFORT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°90-2022-053

PUBLIÉ LE 3 MAI 2022

# Sommaire

## **DDT 90 /**

90-2022-05-02-00001 - Arrêté cadre interdépartemental du sous bassin de l'Allan (20 pages)

Page 3

## **Préfecture du Territoire de Belfort /**

90-2022-05-03-00001 - portant consultation du public dans le cadre de l'abrogation du plan de prévention des risques technologiques - société Antargaz à Bourogne (3 pages)

Page 24

## **Secrétariat Général Commun du Territoire de Belfort /**

90-2022-04-08-00004 - ARRETE COMPOSITION AVRIL 2022 (2 pages)

Page 28

DDT 90

90-2022-05-02-00001

Arrêté cadre interdépartemental du sous bassin  
de l'Allan

## **Arrêté cadre interdépartemental N°**

**relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le sous-bassin de l'Allan**

Le Préfet du Doubs,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet du Territoire de Belfort  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la Directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3 à L.213.3, L.214-7, L.214-18, L.215-1 à L.215-13, L.214-7, L.214-18, L.215-1 à L.215-13, R.211-66 à R.211-70 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code civil et notamment les articles 640 et 645 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles R.1321-1 à R.1321-66 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2212-5 et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans un département en matière de police ;

VU le décret n°2010-0146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise sécheresse

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée en vigueur,

VU l'arrêté 21-327 du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Rhône-Méditerranée et désignant le préfet du Territoire de Belfort coordinateur du sous-bassin de l'Allan ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental du 26 juin 2013 relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau de Franche-Comté ;

VU le décret du 15 février 2022 portant nomination du Préfet du Territoire de Belfort – M. SODINI (Raphaël) ;

VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination du Préfet du Doubs – M. COLOMBET (Jean-François) ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 ;

VU l'avis des comités de ressources en eau des départements du Doubs et du Territoire de Belfort ;

VU les participations du public réalisées dans les conditions prévues à l'article L.123-19-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les mesures provisoires de restriction ou d'interdiction de certains usages de l'eau peuvent être nécessaires en cas de déficit de la ressource en eau, pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que parmi les usages de l'eau, l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine constitue une priorité ;

CONSIDERANT la nécessité de concilier au mieux les usages de l'eau dans le cadre d'une gestion concertée et équilibrée dans l'intérêt de la préservation des milieux aquatiques ;

CONSIDERANT que les mesures de limitation des prélèvements d'eau ne doivent pas seulement tenir compte des limites administratives des départements dans lesquels elles sont arrêtées, mais également de la réalité hydrologique de la ressource en eau concernée, dans un cadre de concertation et de coordination interdépartemental

CONSIDERANT la situation particulière du département du Doubs, dont le caractère karstique accentue la fragilité de la ressource en eau et notamment la faiblesse de l'étiage des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau de mesures des débits des cours d'eau ; et le lien entre les départements du Doubs et du Territoire de Belfort sur le secteur de l'Allan ;

CONSIDERANT que l'anticipation et la planification des mesures de limitation sont essentielles pour garantir l'efficacité, la cohérence, la progressivité et l'acceptabilité des mesures, permettre une plus grande transparence et une meilleure concertation et garantir une solidarité entre l'amont et l'aval

SUR proposition des secrétaires généraux des préfetures du Doubs et du Territoire-de-Belfort ;

## **ARRETE :**

### **Article 1 - Objet**

Le présent arrêté cadre interdépartemental a pour objet de :

- mettre en œuvre, dans les départements du Doubs et du Territoire-de-Belfort, des mesures coordonnées à l'échelon interdépartemental pour la gestion des étiages ;
- délimiter les secteurs (article 2) dans lesquels pourront s'appliquer des mesures de précaution, de restriction ou d'interdiction provisoires de prélèvement dans les eaux superficielles et dans les eaux souterraines, dont les nappes alluviales des cours d'eau, ainsi que des mesures de restriction partielle ou d'interdiction des autres usages de l'eau ;
- fixer des seuils de vigilance, des seuils d'alerte, des seuils d'alerte renforcée et des seuils de crise pour le débit des cours d'eau (article 3) en dessous desquels ces mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoires des usages pourront s'appliquer (article 5). Les niveaux

des nappes, et des observations sur d'autres cours d'eau pourront compléter le niveau d'information dès lors que ces données existent et qu'elles sont en rapport avec les usages.

- définir les conditions de déclenchement des interdictions (article 3) et de l'organisation de la veille sécheresse (article 4) ainsi que les conditions d'adaptation des mesures (article 6).

## **Article 2 - Définition de la zone d'application du présent arrêté cadre : la zone d'alerte**

Le présent arrêté cadre interdépartemental s'applique sur le sous-bassin de l'Allan, nommé ci-après zone d'alerte, présenté en annexe 1.

La zone d'alerte couvre la totalité du département du Territoire de Belfort, et une partie du département du Doubs. La liste des communes correspondantes pour le département du Doubs est donnée en annexe 2.

## **Article 3- Définition des seuils de surveillance et conditions de déclenchement**

### **3-1 : Seuils de surveillance**

Quatre niveaux de gravité sont définis en fonction du débit des cours d'eau et précisés dans l'annexe 2 de l'arrêté n° 21-327 du 23 juillet 2021 susvisé. Ils sont contrôlés de manière hebdomadaire du début de l'étiage jusqu'au mois de septembre, puis toutes les deux semaines, dans les bulletins édités par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et accessibles sur son site internet. Les seuils de surveillance fonctionnent comme suit :

- seuil de **vigilance** : il faut que 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse le seuil de vigilance. Ce seuil enclenche le lancement des bulletins hebdomadaires et peut donner lieu notamment à des actions de communication.

- seuil d'**alerte** : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil d'alerte pour placer la zone en constat « d'Alerte. »

- seuil d'**alerte renforcée** : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil d'alerte renforcée pour placer le secteur en constat « d'Alerte renforcée ».

- seuil de **crise** : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil de crise pour placer le secteur en constat de « Crise ».

Si des problèmes inhabituels et graves d'adéquation entre la ressource et les usages sont identifiés, susceptibles de mettre en péril la distribution d'eau potable provenant des ressources de la zone de surveillance, la santé publique, la sécurité civile et la survie des espèces présentes dans le milieu, toute décision d'urgence ou d'anticipation pourra être prise par toute autorité en adéquation avec le niveau du péril (exemple : maire pour un réseau de distribution d'eau communal).

Les stations hydrométriques et les débits de référence des différents niveaux de gravité sont présentés en annexe 4.

Pour constater le franchissement de seuils, la DREAL produira des bulletins comportant les VCN3 (volume consécutif minimal pour 3 jours ) calculés sur les deux semaines précédant le jour de publication. *(Le VCN3 est le **débit minimum moyen journalier** observé sur une période de 3 jours consécutifs pendant une période définie au préalable qui est fixée ici aux 14 jours précédant la date de publication du bulletin).*

### **3-2 : Conditions de déclenchement**

La prise de décision de franchissement d'un niveau de gravité sur la zone d'alerte s'appuie sur les stations hydrométriques de référence et les seuils de surveillance, mais aussi, sur la prise en considération à part entière des éléments d'information listés ci-dessous :

- les données de l'observatoire national des étiages (ONDE) de l'Office français de la Biodiversité (OFB) ;
- des données hydrologiques complémentaires ;
- des données ou bulletins piézométriques, notamment ceux disponibles sur le site <https://ades.eaufrance.fr/> ;
- des données hydro-agronomiques ;
- les prévisions météorologiques fournies par Météo France ;
- les données liées à l'alimentation en eau potable, en particulier l'état de la ressource sur certains captages considérés comme stratégiques (cas de Mathay dans le Doubs) : le captage stratégique de Mathay fera l'objet d'une attention particulière dans la détermination des passages de seuil.
- les niveaux de remplissage et les programmes prévisionnels de soutien d'étiage fournis par les gestionnaires des barrages-réservoirs, et par toute information relative au risque de mise en péril de la quantité ou de la qualité de la ressource en eau, susceptible d'être transmise aux Préfets par tout usager et tout gestionnaire.

### **3-3 : Cohérence dans le déclenchement**

Afin d'assurer une cohérence hydrologique des conditions de déclenchement des mesures de restriction, et une solidarité amont-aval entre usagers, les principes suivants sont à prendre en compte :

- délai maximum de 8 jours entre le constat de l'état de la ressource et la signature d'un arrêté de restriction des usages.
- Situation qui s'aggrave (exemple d'alerte vers l'alerte renforcée) lorsque le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier est inférieur au seuil fixé pendant au moins 5 jours consécutifs ou 5 jours par période de 7 jours, le seuil est considéré comme franchi. Tout franchissement de seuil à la baisse peut être anticipé, si nécessaire, suite à une analyse multifactorielle.
- Situation qui s'améliore : on considère le seuil franchi lorsque le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier repasse à un niveau supérieur à celui fixé pendant au moins 10 jours consécutifs. En cas de situation de crise seulement, et après analyse multifactorielle et une nette amélioration de la situation avérée, le passage à un niveau de restriction moindre peut être anticipé. Si les conditions le permettent, il sera préféré une levée des restrictions plutôt qu'un franchissement de seuil à la hausse.

## **Article 4 - Mise en place de structures de veille et de suivi de la sécheresse, actions à mener par niveau de gravité**

### **4-1 : Le comité de ressources en eau**

Il est mis en œuvre, dans chaque département, un **comité de ressources eau** qui peut se réunir en mode plénier ou restreint. Ce comité peut être réuni au niveau interdépartemental pour la gestion de l'eau potable et tout autre sujet à enjeux nécessitant une concertation élargie.

Le comité de ressources en eau est une instance de concertation qui se réunit en dehors des périodes de basses eaux, a minima deux fois par an :

- une séance en fin d'étiage estival pour dresser le bilan de l'épisode de basses eaux et les éventuelles évolutions à apporter à l'arrêté cadre,
- une séance avant la période prévisible d'étiage pour évaluer l'état des ressources, leur niveau de recharge, d'en apprécier le risque de sécheresse et de partager les modalités des mesures à déployer au cours de la période d'étiage à venir.

Ce comité de ressource est susceptible d'être réuni à la demande du préfet en période de sécheresse. Le suivi technique de l'étiage est assuré par une **cellule de suivi opérationnel de l'étiage**.

La composition du **comité ressource eau** est définie dans l'annexe 5.

Pour assurer une meilleure réactivité, les préfets peuvent décider de privilégier l'échange de courriers électroniques entre les membres du comité de ressources en eau avant la prise d'un arrêté ou de plusieurs arrêtés de restriction, ou d'informer a posteriori le comité de sa décision.

### **4-2 : La cellule de suivi opérationnel de l'étiage**

Les cellules de suivi opérationnel de l'étiage sont activées en tant que de besoin par les préfets de chaque département.

La cellule de suivi opérationnel, assure l'analyse multifactorielle sur la base d'un suivi de la situation météorologique et hydrologique des cours d'eau et de ses conséquences sur les milieux aquatiques et sur les différents usages, en particulier l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Cette cellule fait la synthèse de ces éléments et donne un avis au Préfet. A partir des informations mises à sa disposition et selon le niveau de gravité atteint, la cellule propose un arrêté de restriction des usages de l'eau sur tout la zone d'alerte du bassin de l'Allan (annexe 1).

La cellule de suivi opérationnel de l'étiage est constituée de la préfecture, la DDT, l'ARS, la DREAL, Météo France, l'OFB, les forces de l'ordre et toute personne qualifiée ou collectivité pouvant contribuer.

Au niveau de gravité d'alerte, alerte renforcée ou de crise, elle se réunit à un rythme hebdomadaire lorsque les circonstances l'exigent pour échanger et proposer des mesures de restriction si nécessaires sur la base de l'arrêté cadre interdépartemental.

### **4-3 - Mise en œuvre opérationnelle et coordination inter-départementale et rôle du préfet coordonnateur**

Les DDT du Doubs et du Territoire de Belfort veilleront à s'informer mutuellement de l'évolution de la situation sur le sous-bassin de l'Allan, en incluant la situation des ressources extérieures qui alimentent ce sous bassin, notamment celui de Mathay.

Le préfet coordinateur est le préfet du Territoire de Belfort. Il est dénommé coordinateur.

En période de sécheresse, le coordinateur veille à ce que la zone d'alerte interdépartementale présente au plus vite les mêmes niveaux de restriction. Les zones d'alerte départementales voisines auront au plus un seul niveau de restriction de différence.

Chaque préfet de département reste compétent pour gérer les sécheresses dont la prise de mesures de restriction. Aussi, le coordonnateur :

- prend en compte les consultations conduites par chaque département pour assurer la cohérence des décisions prises : cohérence temporelle dans la prise des arrêtés, cohérence des niveaux d'activation suivant la règle ci-dessus,
- favorise une bonne communication avec le préfet du Doubs.

Il peut proposer une organisation adaptée et réactive, dont toute réunion qui lui semble nécessaire pour exercer sa mission. Le mode de communication dématérialisé sera privilégié durant la période de sécheresse.

Au-delà de la gestion de la période de sécheresse, le coordinateur veille à ce qu'une même entité hydrologique, partagée entre départements, soit traitée de manière cohérente entre les deux départements.

#### **Article 5 – Mesures de restrictions ou d'interdiction des usages de l'eau**

Les mesures de restriction instaurées dans les secteurs, en application du présent arrêté, présentent un caractère temporaire et exceptionnel. Elles sont progressives et proportionnées aux menaces qui pèsent sur la ressource en eau, les milieux aquatiques et les usages. Les mesures susceptibles d'être adoptées par les Préfets de département concernés sont celles du tableau de l'annexe 3.

Le franchissement du niveau de « Vigilance » n'engendre aucune restriction d'usage, mais constitue une opportunité de diffuser un communiqué de presse rappelant les mesures générales d'économies d'eau, et de déclencher un suivi de crise du réseau de l'observation national des étiages (ONDE) ainsi que la mise en place de la cellule de suivi opérationnel.

Les mesures du niveau « Alerte » constituent un catalogue non prescriptif pour les deux départements qu'ils pourront mobiliser selon la saisonnalité et le contexte. Les mesures des niveaux « Alerte renforcée » et « Crise » représentent un socle minimal de restrictions.

Dans chaque département, les arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse détaillent les mesures de vigilance et de restriction à prendre dans le secteur considéré en fonction des usages de première nécessité à préserver en priorité.

Ces arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau peuvent éventuellement prévoir des mesures complémentaires aux dispositions prévues dans le tableau de l'annexe 3, notamment en fonction des éléments relatifs à la situation locale et son évolution constatée ou prévisible. Sauf contexte particulier dûment justifié, les mesures complémentaires ne pourront pas être moins restrictives que le socle minimal de restrictions défini pour les niveaux « Alerte renforcée » et « Crise ».

Sauf indication contraire expresse, notamment sous forme de prescriptions figurant dans un arrêté préfectoral, les restrictions et interdictions mentionnées dans le tableau en annexe 3 sont valables quelle que soit la ressource sollicitée (eaux issues des réseaux AEP, des eaux superficielles, eaux de sources et de nappes, forages individuels, étangs, réserves d'eau de pluie). Les usages de l'eau au titre de la sécurité et de la santé publique ne sont pas concernés par ces restrictions.

## **Article 6 – Aménagement des mesures de restriction : conditions d'autorisation, conditions de dérogation**

### **6-1 : Les autorisations**

Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau sauf dans les conditions où elles peuvent être autorisées. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation comportant tous les éléments utiles (projet précis, motifs de la demande, volume prévu, ressource utilisée, date...) auprès de la DDT, qui pourra délivrer une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces affichettes devront être visibles pour les services de contrôle. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de l'autorisation.

### **6-2 : les dérogations**

Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits.

La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande.

Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. Un formulaire de demande de dérogation est mis en ligne sur le site internet des services de l'État. Un modèle est annexé à l'arrêté cadre interdépartemental (annexe 6).

En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Cet arrêté pourra être contesté devant le tribunal administratif de Besançon.

Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation.

## **Article 7 - Évaluation**

La mise en application de cet arrêté cadre interdépartemental pourra faire l'objet d'une évaluation régulière, après une ou plusieurs périodes de sécheresse. Cette évaluation s'appuiera notamment sur les retours d'expérience annuels produits au niveau départemental ou des sous-bassins interdépartementaux coordonnés. A la lumière du retour d'expérience, il pourra être adapté en tant que de besoin par un arrêté complémentaire.

## **Article 8 - Voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur les recueils des actes administratifs des préfectures du Doubs, et du Territoire-de-Belfort. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 9 - Impact sur les arrêtés en vigueur et abrogation**

S'agissant du périmètre du sous-bassin de l'Allan, l'arrêté cadre inter-préfectoral n°2013177-0011 relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en Franche-Comté est abrogé. Cette abrogation ne s'applique que sur le périmètre de l'arrêté.

### **Article 10 - Exécution**

Les secrétaires généraux des préfectures du Doubs et du Territoire-de-Belfort, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, les directeurs départementaux des territoires du Doubs et du Territoire-de-Belfort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet des services de l'État du département du Doubs et du Territoire-de-Belfort, pendant toute la période de restriction, dans toutes les mairies concernées et sur le site internet national dédié conformément à l'article R.211-70 du Code de l'environnement.

Le **28 AVR. 2022**, à Besançon

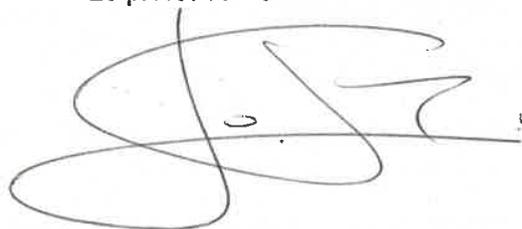
Le préfet du Doubs

A blue ink signature of Jean-François Colombet, consisting of a large, stylized 'J' and 'C'.

Jean-François COLOMBET

Le **- 2 MAI 2022**, à Belfort

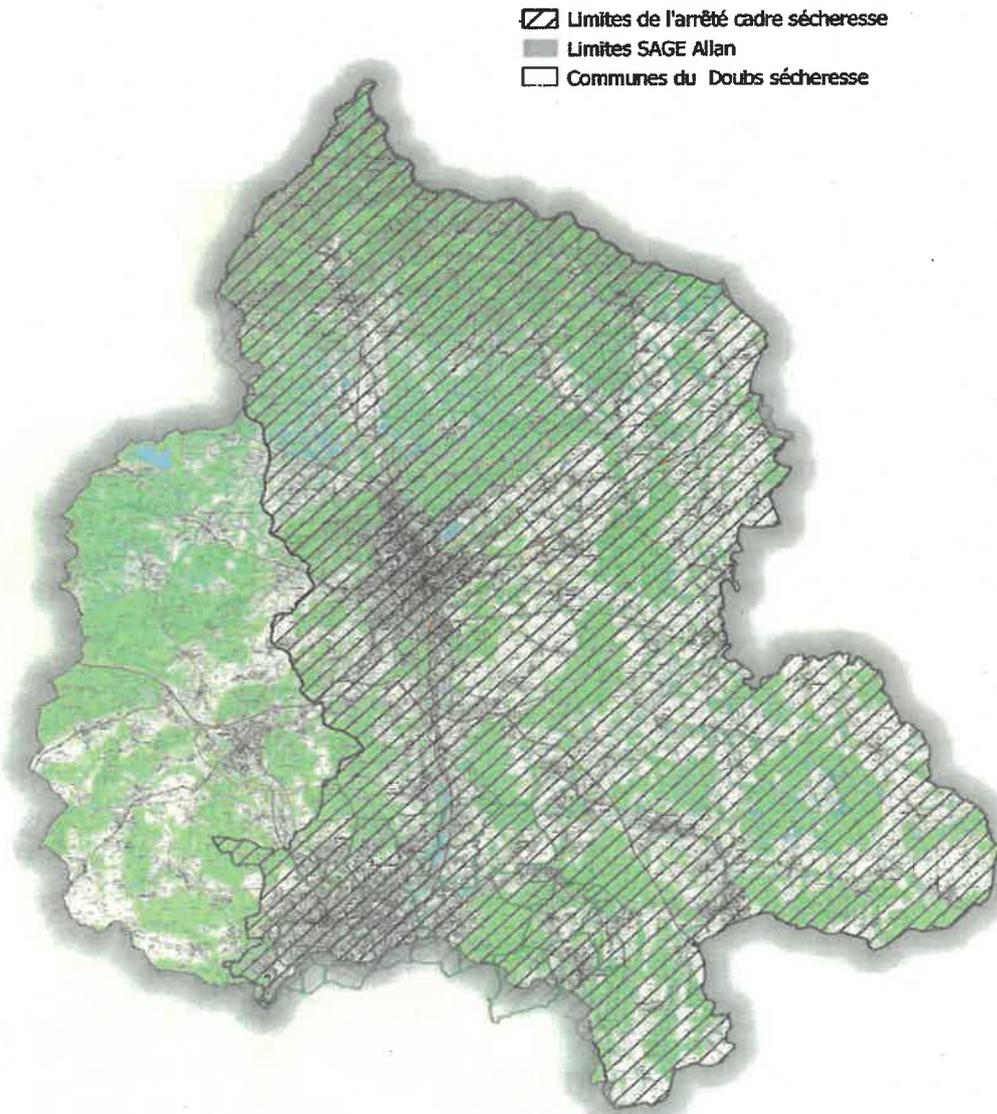
Le préfet du Territoire de Belfort

A black ink signature of the Prefect of the Territoire de Belfort, consisting of a large, stylized 'S' and 'R'.

## ANNEXES

### ANNEXE 1 : (proposition pour 2022)

SECTORISATION : – périmètre de la zone d'alerte interdépartementale de l'Allan



**ANNEXE 2 :**

**Les 20 communes du Doubs de la zone d'alerte de l'Allan**

<b>Nom commune</b>	<b>Code INSEE</b>
ALLENJOIE	25011
ARBOUANS	25020
BADEVEL	25040
BART	25043
BETHONCOURT	25057
BROGNARD	25097
COURCELLES-LES-MONTBELIAR	25170
DAMBENOIS	25188
DAMPIERRE-LES-BOIS	25190
DASLE	25196
ETUPES	25228
EXINCOURT	25230
FESCHES-LE-CHATEL	25237
GRAND-CHARMONT	25284
MONTBELIARD	25388
NOMMAY	25428
SAINTE-SUZANNE	25526
SOCHAUX	25547
TAILLECOURT	25555
VIEUX-CHARMONT	25614

## ANNEXE 3 : Tableau des mesures de restriction des usages de l'eau

### Principes

Les usages de l'eau au titre de la sécurité, salubrité et de la santé publique ne sont pas concernées par les restrictions  
Sauf indication contraire expresse, les restrictions et interdictions sont valables quelle que soit la ressource sollicitée (eaux issues des réseaux AEP, des eaux superficielles, eaux de sources et de nappes, forages individuels, étangs, réserves d'eau de pluie).  
 Les centres équestres peuvent arroser les carrières et manèges pour préserver les animaux (quel que soit le niveau de gravité de la crise)

Le nettoyage des véhicules et engins professionnels est limité strictement au nettoyage des pièces nécessaires au bon fonctionnement (bétonnière, épandeurs...)

En cas de déclenchement du plan canicule, l'utilisation d'eau aux points de rafraîchissement n'est pas soumise à restriction.  
 Les points d'eau potable publics munis d'un système type robinet poussoir afin de ne pas couler en permanence sont autorisés.  
 Les affiches pour indiquer les dates d'arrosage doivent être demandées auprès de la DDT.

Lavage des voiries en crise : un programme de lavage adapté à la crise peut définir des priorités avec affichages de dates prévues sur site ou véhicules.

Des relevés de compteurs pourront être demandés.

### Les bonnes pratiques

Les arrosages restant autorisés se limiteront au strict nécessaire. Les plantations d'arbres, de haies, arbustes,... seront reportées.  
 Si plusieurs ressources d'eau sont mobilisables, l'utilisation de réserves d'eau de pluie doit être privilégiée lorsqu'il n'y a pas d'interdiction.  
 La ressource en eau de pluie reste une ressource à part entière et donc à préserver.

Réduire autant que possible la consommation d'eau et le rejet d'eaux usées  
 Reporter les travaux non interdits très consommateurs en eau ou produisant des rejets potentiellement nuisibles dans les réseaux ou les cours d'eau : attention, nettoyer votre façade peut avoir des conséquences sur le milieu aquatique !  
 Limiter au maximum les risques de perturbation des milieux aquatiques et éviter les interventions non indispensables dans le lit mineur. Ne pas circuler dans les cours d'eau en étiage car dommageable pour le milieu.  
 Réduire les prélèvements directs dans les canaux et dans le milieu lorsqu'ils sont autorisés (fragilisation des berges, des digues, impacts sur le milieu...)

### Points de vigilance

Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité

Les travaux en cours d'eau sont susceptibles d'être soumis au titre de la loi sur l'eau. Se renseigner avant tout travaux que ce soit en période d'étiage ou pas.

=> Ne pas hésiter à consulter la DDT en cas d'interrogation - pour le Doubs : [ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr](mailto:ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr)  
 - pour le Territoire de Belfort : [ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr](mailto:ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr)

**Légende des usagers :** P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité, A = Exploitant agricole, horticulteur, pépiniériste, maraîcher

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
		INTERDIT entre 8h et 20h	INTERDIT	INTERDIT, sauf utilisation de réserve d'eau de pluie et uniquement entre 20h et 8h	X	X	X	
Arrosage des pelouses et massifs fleuris, plantation en contenant	Informer et Sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT entre 8h et 20h	INTERDIT	INTERDIT, sauf utilisation de réserve d'eau de pluie et uniquement entre 20h et 8h	X	X	X	
Arrosage des jardins potagers, y compris partagés		INTERDIT entre 8h et 20h		INTERDIT, sauf utilisation de réserve d'eau de pluie et uniquement entre 20h et 8h	X	X	X	
Arrosage des espaces verts, arbres et arbustes		INTERDIT, Sauf plantation arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an autorisé entre 20h et 8h		INTERDIT	X	X	X	
Remplissage et vidange de piscines privées de plus d'1 m <sup>3</sup>		INTERDIT Sauf remise à niveau nocturne et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions		INTERDIT	X			
Piscines ouvertes au public				Vidange et Remplissage interdit Sauf impératif sanitaire après avis de l'ARS		X	X	

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Alimentation en eau potable des populations	Informer et Sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Pas de limitation			X	X	X	X
		Sauf arrêté spécifique						
Lavage de véhicules par des professionnels		<b>INTERDIT</b> sauf avec du matériel haute pression OU avec un système équipé d'un dispositif de recyclage de l'eau (pour les stations de lavage, il faudra fournir à la DDT un dossier validé par le fabricant ou l'installateur pour prouver l'existence du recyclage, capacités, plan de l'installation, réseaux d'eau, compteur – un test de consommation réelle par véhicule pourra être imposé pour valider cette autorisation) *		<b>INTERDIT</b> , Sauf impératif sanitaire	X	X	X	X
Lavage de véhicules chez les particuliers		<b>INTERDIT</b> à titre privé à domicile			X			
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées		<b>INTERDIT</b>	<b>INTERDIT</b> , sauf impératif sanitaire ou sécuritaire et usage de balayeuses automatiques (affichage des dates prévues sur site ou véhicule) *				X	
		Sauf avec du matériel haute pression, autolaveuse	<b>INTERDIT</b> sauf travaux programmés avec une entreprise de nettoyage professionnel (affichage des dates sur le site) *		X	X		
Fonctionnement des fontaines publiques et privées d'ornement		<b>INTERDIT</b> , dans la mesure où cela est techniquement possible			X	X	X	
Arrosage des terrains de sport enherbés		<b>INTERDIT</b> entre 8h et 20h	<b>INTERDIT</b> , sauf une fois par semaine de 20h à 8h (affichage sur le site des dates choisies) *	<b>INTERDIT</b>		X	X	
Arrosage de surfaces de circulation générant de la poussière (piste de chantier, motocross, piste d'athlétisme...)		<b>INTERDIT</b> sauf réserve d'eau de pluie, affichage des dates sur site *			X	X	X	X
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)		<b>INTERDIT</b> De 8h à 20h  Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation et mis à disposition des services de contrôle.	<b>INTERDIT</b> Sauf les green et les départs et seulement entre 20h et 8h  Des relevés de compteurs doivent être envoyés toutes les deux semaines à la DDT	<b>INTERDIT</b> Sauf pour les greens et seulement entre 20h et 8h.  Des relevés de compteurs doivent être envoyés toutes les semaines à la DDT		X	X	
Nettoyage / arrosage des sites de manifestations temporaires sportives et culturelles	Uniquement pour la salubrité et sécurité				X	X	X	

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> /an		<p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau).</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leur procédé permettent de réduire au minimum les besoins en eau.</p> <p>Les restrictions ci-dessous ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.</p>						
		<p><b>Registre hebdomadaire</b> mis à disposition des services de contrôle. Réduction des prélèvement et/ou des consommations de <b>10 %</b> par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p><b>Registre quotidien</b> pour tout prélèvement et ou consommation supérieure à <b>100 m<sup>3</sup>/jour</b> mis à disposition des services de contrôle. Réduction des prélèvement et/ou des consommations de <b>20 %</b> par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p><b>Registre quotidien</b> pour tout prélèvement et ou consommation supérieure à <b>100 m<sup>3</sup>/jour</b> mis à disposition des services de contrôle. Réduction des prélèvement et/ou des consommations de <b>20 %</b> par rapport à la moyenne hebdomadaire. Priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réduction supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements.</p>		X	X	X
Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation est inférieure ou égale à 7000 m <sup>3</sup> /an	Sensibiliser aux règles de bon usage d'économie d'eau	Mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations.			X	X		
Irrigation par aspersion des cultures		<b>INTERDIT</b> entre 8h et 20h		<b>INTERDIT</b> , sauf utilisation de réserve d'eau de pluie et uniquement entre 20h et 8h				X
Irrigation par systèmes d'irrigation localisée des cultures maraichères, cultures horticoles, cultures expérimentales ou à valeur patrimoniale forte (goutte-à-goutte, micro-aspersion)		<b>AUTORISE</b>		<b>INTERDIT</b> entre 20h et 8h, sauf utilisation de réserve d'eau de pluie		X	X	X
Abreuvement des animaux		<p>Pas de limitation sauf arrêté spécifique</p> <p>En cas de prélèvement dans un cours d'eau, le remplissage des citernes sera effectué depuis la berge, sans pénétrer dans le cours d'eau et sans réduire le débit en dessous du débit minimum biologique. Tout prélèvement est interdit en ruisseau identifié en arrêté de protection de biotope</p>			X	X	X	X

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Remplissage / vidange des plans d'eau	Informer et Sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	<b>INTERDIT</b> Sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné			X	X	X	X
Navigation Fluviale		Programmation des automates afin que les mouvements de portes d'écluses soient limités aux stricts besoins de la navigation					X	
Travaux en cours d'eau		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux Aquatiques et éviter les interventions non indispensables dans le lit mineur	Reporter les travaux en cours d'eau très consommateurs en eau et / ou produisant des rejets potentiellement nuisibles dans les réseaux ou les cours d'eau. Sauf avis favorable de la DDT (à solliciter au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux)		X	X	X	X
Gestion des systèmes d'assainissement		Reporter les opérations de maintenance notamment celles pouvant entraîner une dégradation du niveau de service des systèmes d'assainissement sauf si elle sont urgentes et indispensables au bon fonctionnement ultérieur du système d'assainissement et après accord du service police de l'eau					X	
<p>* Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau sauf dans certaines conditions où elles peuvent être autorisées avec affichage des dates sur site. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation auprès de la DDT, qui délivrera une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces affichettes devront être visibles pour les services de contrôle.</p>								

**ANNEXE : 4 - Stations hydrologiques de référence pour les sous-bassin de l'Allan**

RM20	Secteurs	Débits en m <sup>3</sup> /s aux stations de référence			
		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
	Giromagny sur la Savoureuse	0,180	0,090	0,050	0,030
	Belfort sur la Savoureuse	0,480	0,440	0,330	0,230
	Froidefontaine sur la Bourbeuse	0,500	0,230	0,160	0,070
	Joncherey sur l'Allaine	1,100	0,690	0,580	0,440
	Dung sur le Rupt	0,110	0,070	0,055	0,025

**ANNEXE : 5      Composition du comité interdépartemental ressource eau.****COMITE RESSOURCE EAU**

<b>NOM DU SERVICE</b>	<b>RESPONSABLE</b>
Agence Régionale de Santé (ARS)	Directeur ou son représentant
Association Belfortaine d'Etude et de la Protection de la Nature (ABPN)	Présidente ou son représentant
Bassin Rhône Méditerranée	Préfet coordonnateur ou son représentant
Chambre Agriculture du Doubs / Territoire de Belfort	Directeur ou son représentant
Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)	Président ou son représentant
Communauté de Communes du Sud Territoire (CCST)	Président ou son représentant
Communauté de Communes des Vosges du Sud (CCVS)	Président ou son représentant
Conseil Départemental du Territoire de Belfort	Directeur ou son représentant
Association des Maires du Territoire de Belfort	Président ou son représentant
Chambre des Métiers et de l'Artisanat	Président ou son représentant
Direction départementale des territoires du Doubs	Directeur ou son représentant
Direction départementale des territoires de Haute-Saône	Directeur ou son représentant
Direction départementale des territoires du Territoire de Belfort	Directeur ou son représentant
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)	Directeur ou son représentant

DREAL Bourgogne Franche-Comté	Directeur ou son représentant
Électricité de France (EDF)	Directeur ou son représentant
Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB)	Directeur ou son représentant
Fédération Départementale des Chasseurs (FDC 90)	Président ou son représentant
Fédération départementale de la pêche	Président ou son représentant
Grand Belfort Communauté Agglomération (GBCA)	Président ou son représentant
Gendarmerie	Directeur ou son représentant
Météo France	Directeur ou son représentant
Office français de la Biodiversité (OFB)	Directeur ou son représentant
Office Nationale de la Forêt (ONF)	Directeur ou son représentant
Pays de Montbéliard agglomération	Président ou son représentant
Préfecture	Préfet ou Secrétaire Général
Préfecture - Défense Protection Civile	Chef de Service ou son représentant
Police Municipale	Directeur ou son représentant
Mairie Belfort	Directeur ou son représentant
Service Départemental d'Incendie et de Secours	Directeur ou son représentant
SMIBA	Directeur ou son représentant
Syndicat Intercommunal des Eaux de Giromagny	Président ou son représentant
Syndicat des Eaux de la St Nicolas	Président ou son représentant
Voies Navigables de France	Directeur ou son représentant
Syndicat des Eaux de Champagney	Président ou son représentant
Syndicat des Eaux de Lepuix	Président ou son représentant
Syndicat Agricole (JA90)	Président ou son représentant

**ANNEXE 6 :**

**Demande de dérogation**

**aux dispositions de l'arrêté de restriction des usages de l'eau en cours**

Le présent formulaire a pour objet de permettre l'instruction d'une demande de dérogation aux mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau (arrêté préfectoral susvisé).

Les demandes de dérogation ne pourront porter que sur les mesures pour lesquelles le manque d'eau serait de nature à créer un préjudice environnemental et/ou économique important.

En conséquence, il convient de produire à l'appui de la présente demande, toute pièce utile permettant d'en faciliter l'instruction.

La décision sera adressée sous forme d'arrêté au demandeur.

**Identification du demandeur**

**Nom - Prénom (ou nom de l'établissement)**

**Adresse complète**

**Pour les établissements :**

**Représenté par (nom, prénom et fonction)**

**Personne assurant le suivi du dossier :**

**Nom- Prénom**

**Adresse (si différente de l'établissement)**

**Tél :**

**Courriel :** @

**Objet de la demande de dérogation**

**Justification de la demande :**

Fournir un plan précis (général et proximité), des photos...

**Localisation des espaces concernés et du prélèvement (adresse ou lieu-dit) :**

.....  
.....

**Volume prévisionnel par jour :** .....m<sup>3</sup>

**Surface approximative ou linéaire à arroser**.....

**Fréquence et durée d'arrosage envisagée (préciser les jours et horaires)**

.....

**Origine de l'eau utilisée (réseau AEP, forages, puits...)**

.....  
.....

**Fréquence des prélèvements envisagée (préciser les jours et horaires)**

.....  
.....

**État quantitatif de cette ressource**

.....

Fait à ....., le.....

**Signature**

*Indiquer clairement le nom du signataire*

*Cette demande est à adresser à :*

**Direction départementale des territoires du Doubs  
Service Eau, Risques, Nature et Forêt**

- Courriel : [ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr](mailto:ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr)  
tél : 03 39 59 55 59

**Direction départementale des territoires du Territoire de Belfort  
Service Eau, Environnement et Forêt**

- Courriel : [ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr](mailto:ddt-seef@territoire-de-belfort.gouv.fr)  
tél : 03 84 58 86 00



Préfecture du Territoire de Belfort

90-2022-05-03-00001

portant consultation du public dans le cadre de  
l'abrogation du plan de prévention des risques  
technologiques - société Antargaz à Bourogne

**ARRÊTÉ n°**  
portant consultation du public dans le cadre de l'abrogation du plan de prévention des  
risques technologiques - société ANTARGAZ à Bourogne.

Le préfet du Territoire de Belfort

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L123-19-1, L123-19-2 et L515-22-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> octobre 2021 nommant monsieur Renaud NURY en qualité de secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU le décret du 15 février 2022 nommant monsieur Raphaël SODINI en qualité de préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011272-0004 du 29 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques générés par l'établissement ANTARGAZ sur les communes de BOUROGNE et MORVILLARS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2018-07-31-001 du 31 juillet 2018 prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques de la société ANTARGAZ-FINAGAZ ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2022-03-07-00001 du 7 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Renaud NURY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU le courrier de la société ANTARGAZ du 9 août 2021 notifiant la cessation définitive d'exploitation des installations de son site de Bourogne ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté du 27 décembre 2021 et celui de la direction départementale des Territoires du 26 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT que le plan de prévention des risques technologiques approuvé doit être abrogé suite à la disparation totale et définitive du risque à l'origine de ce plan ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Une consultation du public par voie électronique relative au projet d'abrogation du plan de prévention des risques technologiques autour de la société ANTARGAZ sise à Bourogne, est ouverte **du 19 mai 2022 au 4 juin 2022 inclus**.

### ARTICLE 2 :

Les pièces du dossier de consultation comprenant une note de présentation ainsi que le projet d'arrêté d'abrogation du plan de prévention des risques technologiques sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Territoire de Belfort (<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr> / politiques publiques / environnement / consultations et enquêtes publiques).

### ARTICLE 3 :

Le public pourra adresser ses observations **jusqu'au 4 juin 2022 inclus** sur le site internet la préfecture du Territoire de Belfort (<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr> / politiques publiques / environnement / consultations et enquêtes publiques).

### ARTICLE 4 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de la présente consultation par voie électronique est affiché huit jours au moins avant et pendant toute la durée de celle-ci en mairies de Bourogne et de Morvillars.

Il sera également publié sur le site internet de la préfecture du Territoire de Belfort (<http://www.territoire-de-belfort.gouv.fr> / politiques publiques / environnement / consultations et enquêtes publiques).

### ARTICLE 5 :

A l'issue de la consultation du public, le préfet prendra un arrêté d'abrogation du plan de prévention des risques technologiques, après consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Territoire de Belfort.

ARTICLE 6 :

Le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, les maires des communes de Bourgne et de Morvillars sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Belfort, le **- 3 MAI 2022**  
Pour le préfet, et par délégation  
le sous-préfet, secrétaire général



Renaud NURY

Secrétariat Général Commun du Territoire de  
Belfort

90-2022-04-08-00004

ARRETE COMPOSITION AVRIL 2022

ARRÊTÉ N° 2022 04 08 0001  
portant composition du comité technique départemental  
de la préfecture et du SGCD du Territoire de Belfort

Le Préfet du Territoire de Belfort

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré dans certains services déconcentrés du ministère de l'intérieur ;

VU l'arrêté n° 2014-279-0005 du 6 octobre 2014 portant création du comité technique de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU le procès-verbal de résultats des élections professionnelles 2018 en date du 6 décembre 2018 ;

Suite à la demande en date du 8 avril 2022 de Mme Véronique DENIS, secrétaire de la section FO préfecture,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Le comité technique de la préfecture du Territoire de Belfort est composé comme suit :

Représentants de l'administration :

- le préfet, président
- le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture

Représentants du personnel :

*En qualité de titulaires :*

- M. Gilles MARLIER, Force Ouvrière
- Mme Eliane TISSOT, Force Ouvrière
- Mme Jennifer SASSELLA, Force Ouvrière
- Mme Sarah DELVIGNE-MAGRINA, Force Ouvrière
- Mme Véronique DENIS, Force Ouvrière

*En qualité de suppléants :*

- M. Eric HUBERT, Force Ouvrière
- M. Yvon PASTOR, Force Ouvrière
- Mme Corine FUSIE, Force Ouvrière
- Mme Catherine BOHEME, Force Ouvrière
- Mme Cyrielle SCHUTZ, Force Ouvrière

ARTICLE 2 : L'arrêté n°90-2021-11-08-00004 du 8 novembre 2021 portant composition du comité technique de la préfecture du Territoire de Belfort susvisé est abrogé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort.

Fait à Belfort, le 08/04/2022

Pour le préfet, et par délégation  
Le Sous-Préfet, Secrétaire général,

  
Renaud NURY